

[Pour ouvrir cet email dans votre navigateur, cliquez ici](#)
[Pour télécharger les Actu Défense du ministère des Armées, cliquez ici](#)



ACTU DÉFENSE

Synthèse de l'actualité hebdomadaire du ministère des Armées

3 février 2022

La coopération franco-allemande

Jeudi 3 février, lors d'un point-presse délocalisé sur la Base aérienne (BA) 105 d'Evreux (Eure), Hervé Grandjean, porte-parole du ministère des Armées, a dressé le panorama de la coopération de défense franco-allemande. L'une de ses concrétisations les plus visibles est la création de l'escadron franco-allemand de transport tactique C-130J, sous les ordres du colonel Solène Le Floch, commandant la BA 105.

Une coopération militaire dynamique aux fondements anciens

Le 22 janvier 1963, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer signent un traité de coopération destiné à sceller la réconciliation entre la France et la République fédérale d'Allemagne. Ce traité fixe les objectifs d'une coopération accrue, en particulier en matière de défense.

Depuis, la coopération militaire franco-allemande s'est fortement structurée et son périmètre d'action est aujourd'hui très vaste. Elle trouve son expression au travers du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS) qui réunit régulièrement le Président de la République et le Chancelier allemand avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères et les chefs d'état-major des armées.



Cette coopération se traduit, également, par un certain nombre d'institutions communes :

- **La Brigade franco-allemande (BFA)**, projet phare d'intégration au niveau des armées de Terre, a fêté ses 30 ans d'existence en 2019. Ce symbole fort du lien France-Allemagne est un outil opérationnel à l'expérience confirmée. La qualité de ses 5 500 soldats et de ses unités en fait une brigade apte à intervenir, pour l'UE ou pour l'OTAN, dans des opérations de stabilisation comme dans des conflits de haute intensité.

- L'**Eurocorps**, créé en 1992 pour renforcer les liens stratégiques entre les deux pays, comprend aujourd'hui, six nations : la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne et depuis le début de l'année 2022 la Pologne. Il peut être engagé dans différents cadres multilatéraux, notamment de l'UE et de l'OTAN.
- L'**École franco-allemande du Tigre (EFA)** assure la formation des équipages français et allemands sur le système d'armes commun Tigre (hélicoptère de reconnaissance et d'attaque de conception franco-allemande). Composée de plus de 300 personnels français et allemands, l'EFA forme chaque année plus de 70 stagiaires de chaque pays : les volets pilotage et formation tactique s'effectuent au Luc en France tandis que la formation technique se déroule à Fassberg en Allemagne.
- La **Force navale franco-allemande (FNFA)** : créée en 1991 par la volonté des deux pays d'associer leurs capacités navales, la FNFA est une force de réaction rapide non permanente, capable de combiner des moyens français et allemands.
- Le **Centre de formation franco-allemand de contrôleurs aériens avancés** (Centre de formation à l'appui aérien - CFAA - de Nancy) est une unité de l'armée de l'Air et de l'Espace qui forme les futurs spécialistes de l'appui aérien au profit des trois armées françaises et allemandes. Unité interarmées et interalliées, elle est accréditée par l'OTAN et dispense son enseignement en langue anglaise. Unique école pour les deux nations, le CFAA contribue également à l'armement des postes de spécialistes de l'intégration aéroterrestre en opérations comme en exercice en métropole et à l'étranger.
- L'**Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL)** est un établissement binational exploité en commun par la République fédérale d'Allemagne et la République française sur la base d'un traité international signé en 1958. Il a pour mission d'effectuer des recherches et études scientifiques et techniques fondamentales pour les domaines de défense et sécurité.

A cela s'ajoute des initiatives ayant trait aux personnels, que ce soit au niveau des formations (chaque année, entre un et cinq élèves officiers de l'armée de terre ou de la marine nationale débutent le cursus de formation initial correspondant de l'autre pays) ou d'échanges d'officiers amenés à exercer une fonction opérationnelle au sein des services du pays hôte.

La coopération franco-allemande d'un point de vue capacitaire

Le SCAF

Lors du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS) de juillet 2017, la France et l'Allemagne ont convenu de développer un Système de combat aérien européen, *Next Generation Weapon System within a Future Combat Air System* (NGWS-SCAF), sous la direction des deux pays pour remplacer leurs flottes actuelles d'avions de combat (Rafale - Mirage 2000 / Tornado - Eurofighter) à l'horizon 2040. Depuis, l'Espagne a rejoint le programme.

Le SCAF s'articulera autour d'une composante pilotée de missiles et de drones fortement connectés aptes à agir soit en autonomie, soit au sein d'un système de systèmes, afin de faire face aux défis des environnements opérationnels futurs. C'est un programme très ambitieux sur les plans technologique et industriel, estimé entre 50 et 80 Md€.

Le NGWS incarne une construction de la défense européenne soucieuse de garantir une pleine interopérabilité entre partenaires et alliés. Il constitue ainsi une pierre essentielle de la défense européenne. Les Etats ont agréé entre eux les principes pour poursuivre la coopération après l'accord trouvé entre Airbus et Dassault Aviation fin mars, concrétisé par la signature de l'IA3 fin août. L'objectif est d'avoir un démonstrateur prêt à voler à l'horizon 2027.

Le char de combat futur (*Main ground combat system - MGCS*)

Ce projet conjoint franco-allemand de développement des capacités terrestres futures a été lancé en 2012. Son objectif est de développer un char de combat principal qui remplacerait, à horizon 2035, le *Leopard 2* dans l'armée allemande et le *Leclerc* dans l'armée française.

La France et l'Allemagne partagent la même vision ambitieuse d'un système appuyé sur les technologies les plus innovantes et capable d'assurer une supériorité opérationnelle dans tous les contextes et sur tous les terrains.

L'escadron franco-allemand C-130J

Fruit d'un accord intergouvernemental signé en avril 2017, par Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense et son homologue allemande, Ursula von der Leyen, prévoyant la création d'une unité binationale de transport tactique composée d'avions C-130 J français et allemands (version la plus récente du C130), la première pierre du bâtiment qui accueillera l'escadron est posée par Florence Parly, ministre des Armées, et son homologue allemande Annegret Kramp-Karrenbauer, le 17 septembre 2020. Il sera officiellement créé le 1^{er} septembre 2021.

Son objectif est d'intégrer des avions allemands dans une unité française avec des capacités communes, pour se porter mutuellement assistance en cas de crise. Cette initiative vise, en particulier, à créer une culture opérationnelle commune entre les forces aériennes.

Cet escadron répond aussi à un besoin capacitaire partagé. Il crée des synergies, optimise l'utilisation des avions et le coût de leur maintien en condition opérationnelle, tout en conservant la capacité de planifier et conduire des opérations nationales autonomes.

Chiffres clés :

- effectifs : actuellement ce sont 165 personnels, dont 41 allemands, qui servent au sein de l'escadron. A terme, en 2024, il regroupera 260 personnels dont 130 allemands ;
- le coût des infrastructures sera d'environ 120 millions d'euros, partagés à parts égales entre les deux pays ;
- sur l'année 2021, l'escadron a pu cumuler environ 1 420 heures de vol ;
- à l'heure actuelle l'escadron compte 4 avions C-130J, avec un objectif de 10 aéronefs d'ici à 2024.

[#NotreDéfense](#)

AGENDAS MINISTÉRIELS

Visite de Florence Parly à La Fabrique défense

L'édition 2021-2022 de La Fabrique défense (LFD) s'est achevée les 28, 29 et 30 janvier par l'événement parisien organisé à la Grande Halle de la Villette. Près de 20 000 personnes étaient inscrites à ce rendez-vous dont le but est de développer une culture stratégique européenne auprès des jeunes.

« *Nous avons besoin d'Europe, des jeunes Français et des jeunes Européens.* » Voici le message que, le 28 janvier, la ministre des Armées, Florence Parly, a adressé aux participants. Concept unique et innovant lancé par le ministère des Armées (MINARM), LFD rassemble tous les acteurs de l'écosystème défense (*think tanks*, associations, entreprises, universités, etc.). Son but ? Contribuer au développement d'une culture stratégique européenne auprès des jeunes de 15 à 30 ans.

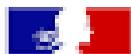
Si l'évènement parisien a conclu cette édition 2021-2022, une centaine d'autres se sont déroulés depuis l'automne, en collaboration avec de nombreux organismes partenaires, en province et dans 21 pays européens. Débats, visites de sites, activités culturelles en lien avec la défense, salons de l'emploi, près de 21 000 participants ont pu en profiter dans toute l'Europe.

Un événement immersif et participatif

À Paris, 136 stands répartis en 13 espaces thématiques ont accueilli les visiteurs, à l'image des zones « Cyber » ou encore « Europe ». Outre un programme riche en tables rondes et témoignages, de nombreuses activités interactives ont été proposées. « *Je me suis rendue à plusieurs salons mais LFD est celui que je trouve le plus immersif* », s'est réjouie Lana, 25 ans. La société Pytharec a présenté ainsi une série de *serious games*, « *jeux de stratégie pour découvrir les différents aspects de la géopolitique* » selon Enguerrand Ducourtil, directeur de l'entreprise.

Un peu plus loin, la gendarmerie nationale a exposé son tout dernier véhicule à destination des équipes rapides d'intervention. Les visiteurs ont aussi pu visiter une Frégate multi-missions (FREMM) en réalité virtuelle, ou encore s'immerger dans un Rafale en plein vol. Symbole de coopération européenne, des soldats de la brigade franco-allemande ont été présents. Plus insolite, les membres de l'association *Les étriers de l'histoire* ont fait découvrir la cavalerie française de 1870 à 1914 et ses nombreux objets d'époque. Enfin, le monde secret de l'espionnage a été lui aussi mis à l'honneur sur les stands de la Direction du renseignement militaire (DRM), de la DRSD (Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense) et de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

FABRIQUE LA DÉFENSE



[#NotreDéfense](#)

ACTUALITÉS DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE

60 secondes défense

Découvrez le 60 secondes défense consacré cette semaine à « La Fabrique Défense ».



[#NotreDéfense](#)
[Retrouvez ici le 60 secondes défense de la semaine](#)
[Retrouvez l'intégralité des 60 secondes défense ici](#)

Opération « Laabingol » au Burkina-Faso

Du 15 au 23 janvier 2022, dans le Nord du Burkina Faso, des unités de la force Barkhane ont appuyé les Forces armées du Burkina Faso (FABF) engagées dans l'opération Laabingol. Cette opération, à proximité de la frontière avec le Mali, visait à reconnaître des zones connues pour abriter des refuges pour les groupes armés terroristes.

À quatre reprises, entre le 16 et le 23 janvier 2022, différents groupes de terroristes ont été localisés, identifiés et neutralisés par les forces burkinabè et par les unités de Barkhane.

Une patrouille de Tigre est ainsi intervenue le 16 janvier pour neutraliser un groupe de terroristes dans la région de Gorom-Gorom. Les 17 et 18 janvier, des frappes aériennes de la force Barkhane, guidées par des unités burkinabè disposant de Guideurs aériens tactiques avancés (GATA), ont permis de détruire plusieurs véhicules et de neutraliser une colonne de terroristes à proximité de la frontière entre le Burkina-Faso et le Mali. Enfin, le 23 janvier, l'engagement combiné de chasseurs Mirage 2000 et de drones a conduit à la neutralisation d'un autre groupe de terroristes et à la destruction d'une dizaine de motos à l'Est de Djibo.

Au total, près d'une soixantaine de terroristes ont été mis hors de combat. Une vingtaine de motos et plusieurs *pick-up* armés ont été détruits.

Le bilan de cette opération conjointe traduit le très bon niveau de coopération avec les forces armées du Burkina Faso, en appui desquelles la force Barkhane s'est engagée pour protéger les populations et lutter contre le terrorisme.

Cette opération illustre l'engagement et la détermination de Barkhane et de tous ses partenaires à poursuivre le combat contre les groupes armés terroristes.

[#NotreDéfense](#)

CLEMENCEAU 22 : nouveau déploiement pour le *Charles de Gaulle* et son groupe aéronaval

Depuis le 1^{er} février, la France déploie son Groupe aéronaval (GAN) constitué en *Task force 473* (TF 473), autour du porte-avions *Charles de Gaulle* et de son groupe aérien embarqué. Cette force aéromaritime sera engagée jusqu'en avril 2022 en Méditerranée dans le cadre de la mission CLEMENCEAU 22.

Véritable outil de projection de puissance et d'appréciation autonome de situation, le GAN est déployé dans un environnement stratégique complexe, marqué par le durcissement de tensions régionales. Le déploiement de cette capacité militaire, unique dans l'Union européenne, souligne l'attachement de la France à la liberté d'action et de circulation maritime et aérienne.

Agrégateur de forces internationales par nature, le groupe aéronaval intégrera des unités de marines partenaires de l'Union européenne (Belgique, Espagne, Grèce) et alliées de l'OTAN (États-Unis, Canada). Cette intégration permettra d'entretenir et développer une capacité à opérer ensemble et à assurer la défense des intérêts de l'Europe, à l'heure où la France assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour six mois. La mission CLEMENCEAU 22 s'attachera également à renforcer la coopération entre la France et ses autres partenaires riverains de la Méditerranée.

Dans la continuité de ses précédentes missions, le GAN est intégré à l'opération *Chammal*, volet français de l'opération *Inherent resolve*, et contribuera au combat contre la reconstitution des capacités de l'État islamique au Levant. Il sera également en mesure d'appuyer les engagements opérationnels de la France dans le cadre de l'Union européenne (EUNAVFORMED IRINI), au sein de l'OTAN et de la zone de responsabilité de SACEUR (*Supreme Allied Command for Europe*), ou d'une autre coalition.

[#NotreDéfense](#)
[Lien vers le communiqué et le dossier de presse](#)

L'Armée de Champions à Pékin pour les JO d'hiver

Les 24^e Jeux olympiques d'hiver s'ouvrent à Pékin ce vendredi 4 février et dureront jusqu'au 20. Environ 2 900 athlètes, représentant 90 pays, sont engagés dans 15 disciplines.

Pour la France, 88 athlètes défendront nos couleurs, dont 22 sportifs de l'Armée de Champions, 19 de l'armée de Terre et 3 de la Gendarmerie nationale. 4 para athlètes (civils de la défense) ont également été sélectionnés pour participer aux Jeux paralympiques, du 4 au 13 mars 2022.

Lors des Jeux olympiques d'hiver en 2018 à PyeongChang (Corée du sud), les armées avaient grandement contribué au palmarès en remportant 47% des médailles françaises, dont 80% des médailles d'or.

Pour l'édition 2022, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a désigné comme porte-drapeaux le sergent (T) Tessa Worley, de l'Armée de Champions, triple championne du monde de ski alpin, et Kevin Rolland, médaillé 2014 en ski acrobatique aux Jeux d'hiver de Sotchi (Russie).

Le para skieur nordique Benjamin Daviet, triple champion paralympique et membre de l'Armée de Champions, a lui été désigné porte-drapeau de la délégation française paralympique.

La cérémonie d'ouverture aura lieu vendredi 4 février à partir de 13h (heure française). Les premiers membres de l'Armée de Champions entreront en lice dès le samedi 5 février, à partir de 10h (heure française), en biathlon, ski de bosses et ski de fond.

[#CohésionDéfense](#)

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT

Qualification du Système léger de topographie

Fin 2021, la Direction générale de l'armement (DGA) a qualifié le Système léger de topographie (SLT). Ce programme, d'un montant de 38 millions d'euros lancé en 2019, a été développé en deux ans par la société française Equand Inéo. Pour ce faire, cette entreprise s'est appuyée sur un capteur civil de la société allemande Leica et sur la suite logicielle réalisée par la TPE française RhinoTerrain pour la modélisation 3D.

Le SLT est un système employé par l'armée de Terre qui permet une modélisation facilitée de l'environnement urbain en 3D (modélisation rapide par nuage de points colorisés ou modélisation plus complète en modèles vectoriels).



Ce système utilise la technologie de la cartographie mobile (MMS - *mobile mapping system*) qui permet l'acquisition d'informations 3D sur une zone de terrain importante. Il offre une production immédiate de nuages de points géolocalisés et colorisés, directement diffusables aux unités à proximité du capteur. De plus, l'exploitation différée au sein des détachements géographiques produit des modélisations 3D urbaines détaillées et contribue efficacement à la réalisation de cartes plus classiques, topographiques et thématiques.

La tête de série des 7 systèmes prévus (5 déjà commandés et 2 en option) a été livrée fin 2021 au 28^e Groupe géographique, l'unité d'appui géographique des forces dans l'armée de Terre. La Section technique de l'armée de Terre (STAT) proposera bientôt son autorisation d'emploi. Le SLT sera employé par l'armée de Terre, mais les productions seront accessibles à terme à toutes les armées au travers du Système d'information Geode4D et de son portail partagé. Le programme SLT prévoit une livraison, d'ici fin 2022, des 4 autres systèmes déjà commandés et en 2023 pour les deux systèmes en option.



[#NotreDéfense](#)

Taranis : développement d'une nouvelle génération de désignateurs laser courte et longue portée

Le programme Taranis vise à doter l'armée de Terre d'une nouvelle capacité de combat via le développement d'une nouvelle génération de désignateurs laser courte et longue portée. Le renouvellement des systèmes actuellement en service, les DHY307, est en cours.

En 2016 et 2017, la Direction générale de l'armement (DGA) a signé deux contrats auprès de la société CILAS, fournisseur historique des désignateurs laser de l'armée française, pour réaliser des désignateurs laser de nouvelle génération plus compacts (inférieurs à 5 kg contre 16 kg aujourd'hui), de courte portée (DHY 208, jusqu'à 4 km) et de longue portée (DHY 308, jusqu'à 10 km). Les quantités prévues d'être livrées au total d'ici à 2025 sont d'un peu moins de 200 DHY 208 et d'une cinquantaine de DHY 308. Le budget de cette opération d'armement représente un montant d'une classe inférieure à 50 millions d'euros.

En décembre 2021, la DGA a notifié à la société CILAS la commande supplémentaire de 25 désignateurs laser Taranis courte portée, suite à la qualification prononcée par la DGA de cet équipement à l'été 2021. Avec un total de 165 équipements commandés à ce jour, dont 110 déjà réceptionnés à fin janvier 2022, les forces conventionnelles et les forces spéciales françaises vont disposer de matériels de dernière génération, plus compacts et plus légers, pour la désignation discrète d'objectifs.

La qualification du modèle Taranis longue portée est quant à elle prévue cette année et devrait permettre la mise en production des 30 premiers systèmes déjà commandés, pour des livraisons en 2023. La commande des derniers DHY 308 est prévue en 2022.



[#NotreDéfense](#)

Le MINARM commande un système militarisé de communication par satellites pour les avions-ravitailleurs multi-rôle Phénix

La Direction générale de l'armement (DGA) a notifié à Thales le Marché d'ELaboration d'Intégration et de soutien des Stations Satcom Aéronautiques (MELISSA), qui va permettre à des avions de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) d'utiliser, pour la première fois, une liaison protégée de communication par satellites.

Ce marché, d'un montant de 216 millions d'euros, prévoit la livraison à compter de 2025 de stations satellitaires haut débit pour les avions-ravitailleurs multi-rôle Phénix. Ces stations établiront des liaisons sécurisées, voix et données, via les satellites de télécommunications SYRACUSE IV. Le contrat prévoit une période de soutien de 17 ans.

Cette version militarisée d'une station déjà déployée sur avions de ligne est spécialement conçue pour maintenir la connexion avec le commandement ou entre aéronefs dans un environnement de brouillage électromagnétique par l'adversaire ou pour des conditions de vol très dégradées par la météo. Cet équipement répond à un besoin de connectivité durcie dans un contexte de menace de conflits de haute intensité.

Elle s'intègre au fuselage de l'appareil et fonctionne avec la constellation militaire SYRACUSE IV, dont le premier satellite a été lancé en octobre 2021. Elle est également compatible avec n'importe quel satellite commercial ou militaire allié.

Cette nouvelle capacité de communication par satellite permettra aux A330 MRTT de devenir désormais un véritable nœud de commandement et de conduite des opérations aériennes, un atout essentiel pour les missions complexes à longue élévation.

Ces stations de télécommunication seront produites dans l'usine Thales de Brive, qui emploie 350 personnes. Thales Gennevilliers et Thales Cholet interviennent également sur les compétences communication et fabrication de carte électronique. Ces stations seront intégrées par la société Airbus aux avions Phénix à l'occasion de leurs chantiers de mise à niveau du futur Standard 2 de l'appareil.

[#NotreDéfense](#)

ARMÉE DE TERRE

Combat grand froid en Estonie

Cumulant près de 14 ans de service, le sergent-chef Ludovic est un fantassin aguerri aux opérations extérieures. Projeté en Guyane, en Centrafrique, deux fois en Afghanistan et au Niger, c'est désormais en Estonie, sur la mission Lynx, qu'il combat sous le froid piquant de l'hiver baltique.



Engagé en 2008 au 1^{er} régiment d'infanterie comme jeune soldat au poste de tireur ERYX (missile antichar), le sergent-chef Ludovic a ensuite occupé toutes les fonctions possibles pour un fantassin. Au cours de l'été 2020, il rejoint la 1^{re} compagnie du 5^e régiment de dragons au sein de laquelle il occupe désormais le poste de sous-officier adjoint.

Déployé sur le 12^e mandat de la mission opérationnelle Lynx, en Estonie, le sergent-chef Ludovic apprécie la rusticité du terrain impliquant une constante adaptation. « Cette mission est une excellente opportunité pour nos jeunes fantassins » analyse-t-il. « Elle permet d'appréhender la tactique de combat différemment qu'en formation franco-française. Pour nos fantassins débarqués, le combat devient très particulier lorsqu'il faut monter à l'assaut dans 50 à 60 cm de neige et apprendre à se poster par -15°C. Il est alors nécessaire pour chacun d'être autonome et parfaitement aguerri. Il en va de même pour les équipages des véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) qui doivent avoir une attention particulière à leur véhicule et armement de bord. D'ici la fin de la mission, nous aurons tous acquis, je pense, plus de maturité. À la fois collectivement pour le combat dans des conditions hivernales intenses, mais aussi individuellement sur nos capacités physiques et mentales. »

Les prochains exercices planifiés permettront à la section d'infanterie de se déployer avec ses quatre VBCI pour conduire des combats tournés vers la haute intensité. L'occasion pour le sergent-chef Ludovic et tous ses camarades de continuer à parfaire leur tactique dans ces conditions météorologiques scandinaves exigeantes.

[#NotreDéfense](#)
[En savoir plus sur l'opération Lynx](#)
[En savoir plus sur le 5^e régiment de dragons](#)
[En savoir plus sur le 1^{er} régiment d'infanterie](#)

Lancement du 1^{er} challenge Collaboration entre l'Homme et la Machine (CoHoMa)

Organisé par le Battle Lab Terre et labellisé par l'Agence innovation défense (AID), le CoHoMa invite de nombreux organismes à réfléchir sur de nouvelles capacités de combat, en s'appuyant sur des systèmes automatisés (drones et robots).



Dans une période d'accélération inédite des évolutions techniques, l'armée de Terre se prépare à défendre la France lors de conflits de haute intensité. Plus durs et plus exigeants, ces conflits feront toujours plus de place à la technologie de pointe. La robotique, notamment via sa capacité à collaborer avec les humains, est donc un maillon essentiel de la vision qu'a l'armée Terre du champ de bataille du XXI^e siècle.

Pour faire face à ces défis, le Battle Lab Terre, détachement de l'armée de Terre dédié à l'innovation ouverte technico-opérationnelle, organise le challenge CoHoMa. Son ambition est de fédérer les acteurs de la robotique autour d'un projet commun, dédié à l'étude de la synergie entre hommes et machines, quel que soit leur degré d'autonomie.

38 entités issues des mondes de l'industrie, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la *task force* Vulcain participent à cette première édition. Le CoHoMa amène les équipes participantes à préparer, pour mai 2022, la conduite

de missions de reconnaissance sur le terrain, par des « unités » constituées d'un véhicule, d'au moins deux robots terrestres et un drone aérien.

En participant à ce challenge, les candidats contribueront pleinement aux réflexions portées par la *task force* Vulcain, initiée par l'armée de Terre en 2021. Ce projet ambitionne de tirer parti des possibilités offertes par l'innovation robotique afin de produire une rupture opérationnelle sur le champ de bataille à l'horizon 2040.

[#NotreDéfense](#)

Colloque du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

Jeudi 10 février 2022 à 14h à l'École militaire (Paris), le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) organise un colloque intitulé « De l'autre côté du miroir, faire la guerre autrement ». Introduit par le général de division Pierre-Joseph Givre, directeur du CDEC, il sera clos par le général d'armée Pierre Shill, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Deux tables-rondes successives accueilleront de hautes autorités civiles et militaires :

- **Table-ronde 1 : Dans la tête de mon ennemi : nouvelles menaces, nouveaux compétiteurs.**

Les débats exploreront les nouvelles stratégies mises en œuvre, du Donbass au Haut-Karabagh en passant par le Levant, par des acteurs recourant à des modes d'action et des moyens associés innovants, multi-domaines (hybridité, zones grises, recours à des acteurs non-étatiques...).

- Intervenants : général de brigade Ivan Martin, commandant de l'école d'infanterie, Pierre Pahlavi, membre du collège royal des forces canadiennes de Toronto, Niagalé Bagayoko, docteur et présidente de l'*African security sector network* (réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité) ;
 - Modérateur : Jean-Vincent Holeindre, directeur scientifique de l'Irsem (Institut de recherche stratégique de l'École militaire).
- **Table-ronde 2 : Penser la guerre autrement, perspectives.** Seront présentées ici les menaces émergentes (cyberespace, environnement électromagnétique et perceptions), qui incitent à penser la guerre autrement et à s'interroger notamment sur l'articulation de ces nouvelles menaces avec les manœuvres cinétiques classiques.
 - Intervenants : général d'armée Dennis Gyllensporre, commandant de la force MINUSMA, général de brigade Eran Ortal, commandant le *Dado center* (groupe de réflexion sur la stratégie et la politique militaires de Tsahal), général de division Denis Mistral, sous-chef opérations aéroterrestres de l'EMAT ;
 - Modérateur : Olivier Schmitt, directeur des études et de la recherche à l'IHED.

Renseignements et inscriptions : cdec-pep.accueil.fct@intradef.gouv.fr



[#NotreDéfense](#)

MARINE NATIONALE

Opération de déminage à Camaret : deux engins historiques neutralisés par les plongeurs démineurs

Le 27 janvier 2022, sous la coordination conjointe de la préfecture du Finistère et la préfecture maritime de l'Atlantique, une opération de déminage a été menée par le Groupe des plongeurs démineurs (GPD) de l'Atlantique.

Un important dispositif de sécurité a été mis en place, notamment des restrictions d'accès dans un rayon de 3 000 m autour des engins explosifs.

L'opération a nécessité, en plus de l'intervention des plongeurs-démineurs du GPD, l'appui d'une embarcation de la gendarmerie maritime de l'île Longue, d'un hélicoptère Alouette III de la base d'aéronautique navale de Lanvéoc, de la Vedette de sûreté maritime portuaire (VSMP) *Brigantine*, et d'un agent portuaire du port de Camaret. Les polices municipales de Plouzané, Camaret et Crozon ont aussi été sollicitées pour s'assurer du respect des consignes de sécurité mises en place dans leurs communes pendant toute la durée de l'opération. La Vedette côtière de surveillance maritime (VCSM) *Penfeld* de la gendarmerie maritime a également été déployée pour la surveillance du plan d'eau.

Deux mines de fond anglaises de type MK-6 ont été relevées et déplacées de l'anse de Camaret à l'avant-goulet de Brest pour être contreminées par les plongeurs-démineurs de la Marine nationale, pour un total de 1 040 kg d'équivalent TNT. Elles avaient été découvertes à l'occasion d'un entraînement de guerre des mines du GPD aux abords de Camaret.



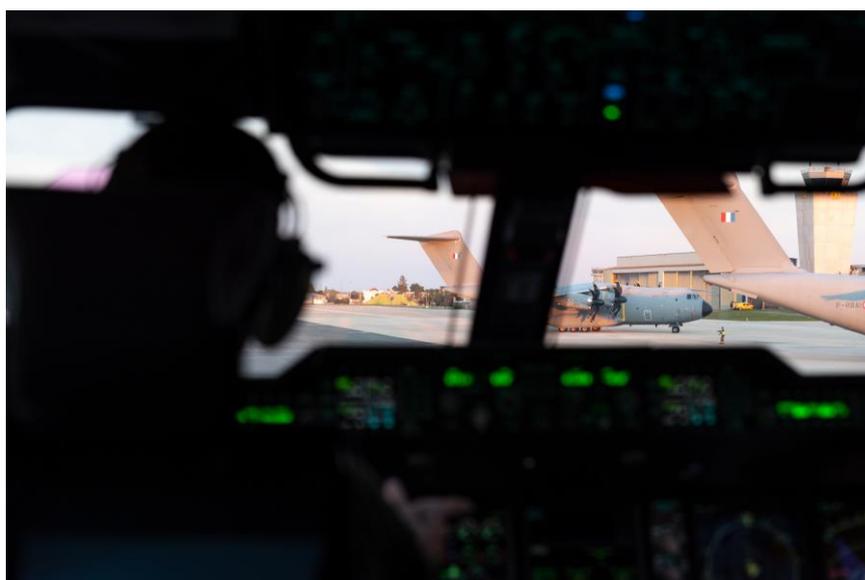
[#NotreDéfense](#)

ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

ETAP-C, exercice européen de transport stratégique

Du 6 au 18 février, un A400M Atlas de la 61^e escadre de transport participera à l'exercice ETAP-C 22-1 sur l'île de Lanzarote (Espagne). Thématique de cette édition : la conduite de missions tactiques de nuit, sous JVN (Jumelle de vision nocturne). Un équipage du commandement des forces aériennes suivra ce cours tactique européen, visant à fournir aux équipages de transport militaire un cursus de formation tactique de haut niveau.

Sous l'égide de l'agence européenne de la défense, qui aide les Etats européens à développer leurs ressources militaires, l'*European tactical airlift program course* (ETAP-C) est l'exercice majeur de transport européen « *multiple ship* » (vols à plusieurs avions). Il permet de développer l'interopérabilité des forces aériennes européennes et de partager les expériences en matière de transport tactique : transport de fret, poser d'assaut, opérations aéroportées, évacuation de ressortissants... ETAP-C développe l'aptitude des équipages à préparer et à conduire des missions tactiques, dans un milieu interallié.



[#NotreDéfense](#)

Le détachement air 273 renforce le centre de vaccination de Romorantin

Depuis le 10 janvier 2022, le détachement air (DA) 273 basé à Romorantin prête main forte aux équipes du centre de vaccination de la ville dans le cadre de l'opération Résilience.

Ce renfort de personnels et de matériels fait suite à une sollicitation de la préfecture du Loir-et-Cher (41). Plusieurs Aviateurs participent à l'opération dont l'adjudant Arnaud qui s'est porté volontaire pour un renfort administratif : « Cette mission, c'était avant tout donner un "coup de main" à la ville de Romorantin à laquelle je suis très attaché, car je suis sur la base depuis quelques temps. C'est vraiment très agréable parce que les gens viennent avec le sourire, mais ils sont très étonnés de voir quelqu'un avec un uniforme à l'entrée ! », explique-t-il. Par ailleurs, trois pompiers de l'Armée de l'Air et de l'Espace (AAE) de la BA 702 d'Avord, ayant bénéficié d'une formation permettant les gestes de vaccination, ont été déployés pour prêter main forte aux équipes médicales.

La finalité de l'opération est détaillée par le colonel Marc d'Oria, commandant du DA 273 : « La mission première du ministère des Armées est de protéger les populations via nos missions permanentes et nos projections intérieures ou extérieures. Mais effectivement, au niveau local, on a aussi la possibilité de mettre à disposition du matériel et du personnel pour venir en aide aux populations et aux services publics. »

Au total, cinq Aviateurs sont détachés en renfort. L'opération a vocation à se poursuivre au moins jusqu'au 15 février.



[#NotreDéfense](#)

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Retrouvez le point de situation hebdomadaire des opérations [ici](#)



DOSSIERS PERMANENTS DES OPÉRATIONS

AFRIQUE

Opération Barkhane

Lancée le 1er août 2014 l'opération Barkhane repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la Bande sahélo-saharienne (BSS). Elle vise en priorité à **favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les Groupes armés terroristes (GAT)**, sur l'ensemble de la BSS.

Cette logique de partenariat structure les relations entretenues par Barkhane avec les autres forces engagées dans le processus de stabilisation au Mali et dans la région du Liptako - Gourma : la MINUSMA, l'European Training Mission Mali (EUTM) et les forces armées des pays concernés.



[Retrouvez le dossier de presse complet ici.](#)



Task Force Takuba

Dans le cadre de la Coalition Sahel et de l'effort porté dans la zone des Trois frontières, et à la demande des autorités maliennes, la France a proposé, dans la même perspective, le déploiement de la *Task Force Takuba*. Depuis l'été 2020 et sous le commandement de Barkhane, elle est engagée pour conseiller, assister et accompagner au combat les Forces armées maliennes (FAMA) jusqu'à ce qu'elles acquièrent une complète autonomie.

Eléments français au Gabon (EFG)

Depuis le 1^{er} septembre 2014, les Forces françaises au Gabon (FFG) sont devenues les Eléments français au Gabon (EFG). Avec 370 militaires déployés, les EFG constituent l'un des deux Pôles opérationnels de coopération (POC) français sur la façade ouest-africaine.

[Lien vers les EFG](#)



Forces françaises en Côte-d'Ivoire

Les Forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI) ont été créées le 1^{er} janvier 2015. L'établissement d'une force française prépositionnée sur le sol ivoirien s'inscrit dans la continuité de l'accord de partenariat de défense de 2012 qui scelle une proximité ancienne entre la France et la Côte-d'Ivoire. Elles constituent l'une des deux bases opérationnelles avancées en Afrique.

[Lien vers les FFCI](#)

Eléments français au Sénégal

Depuis le 1^{er} août 2011, suite au traité signé entre la France et le Sénégal, les 400 militaires et civils des Eléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » à vocation régionale. Les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération militaire régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir, voire de commander une force interarmées projetée.

[Lien vers les EFS](#)



Opération Corymbe

Pour la sécurisation du golfe de Guinée, la politique menée par la France repose sur la souveraineté des États riverains. La France s'appuie sur les liens qu'elle a su tisser et entretenir depuis plus de 30 ans avec les partenaires de la région, notamment grâce aux différents mandats de l'opération Corymbe, ainsi que sur son expertise et son modèle national en matière d'Action de l'État en mer (AEM). Elle accompagne ainsi la montée en puissance des marines riveraines et, dans le même temps, partage ses savoir-faire afin de permettre aux États riverains d'assurer eux-mêmes la sécurisation de leurs espaces maritimes.

[Lien vers le dossier de presse ici](#)

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Opération Chammal

Lancée le 19 septembre 2014, l'opération Chammal est le nom donné au volet français de l'opération interalliée *Inherent resolve* (OIR) rassemblant plus de 70 nations. A la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, elle vise à apporter un soutien militaire aux forces locales engagées dans le combat contre Daech sur leur territoire.

[Lien vers le dossier de presse ici](#)



Opération Agénor / EMASoH



L'opération Agénor est le pilier militaire de la mission EMASoH « *European-led Maritime Awareness in the Strait of Hormuz* ». EMASoH est soutenue politiquement par 8 pays européens, dont la France, principal contributeur, et le Danemark. Le Commodore Carsten Fjord-Larsen commande ainsi depuis le 13 janvier 2021 l'opération Agénor. Elle a pour mission d'apaiser les tensions et de protéger les intérêts économiques européens en garantissant la liberté de circulation dans le Golfe et le détroit d'Hormuz. A plus de 2 000 milles nautiques des côtes du vieux Continent, cette initiative

renforce l'interopérabilité des marines européennes et rappelle l'attachement de l'Europe au droit de la mer et à la liberté de circulation.

[Lien vers le dossier de presse ici](#)

Forces françaises au Emirats arabes unis

Le 15 janvier 2008, à l'occasion d'une visite officielle du président de la République française aux Emirats arabes unis (EAU), un accord intergouvernemental fixant la création d'une implantation militaire française permanente a été signé. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique, consolidé par les Livres blancs successifs qui ont défini la région comme une zone d'intérêt majeur. Inaugurée le 26 mai 2009, l'implantation militaire française aux EAU, mieux connue sous le nom de forces françaises aux EAU, constitue l'une des cinq forces de présence françaises à l'étranger.



[Lien vers le dossier de presse ici](#)

MEDITERRANÉE



Clémenceau 22

La France déploie depuis le 1^{er} février son Groupe aéronaval (GAN) constitué en Task Force 473 (TF 473), autour du porte-avions *Charles de Gaulle* et de son groupe aérien embarqué. Cette force aéromaritime sera engagée jusqu'en avril 2022 en Méditerranée et vise à souligner l'attachement de la France à la liberté d'action et de circulation maritime et aérienne.

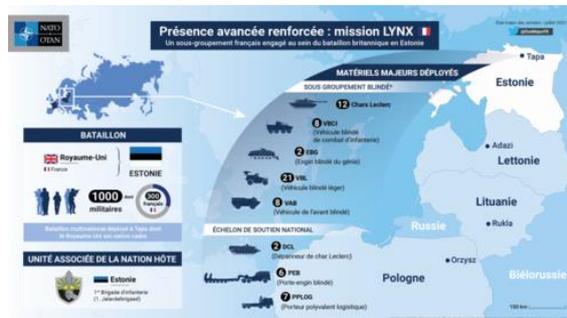
[Lien vers le communiqué de presse et le dossier de presse](#)

EUROPE DU NORD ET DE L'EST

Opération Lynx - eFP

Conformément aux déclarations du Président de la République lors du sommet de Varsovie, les forces françaises participent à l'eFP depuis mars 2017 à hauteur d'une compagnie. Elle est déployée alternativement en Estonie, au sein d'un bataillon britannique, et en Lituanie, au sein d'un bataillon allemand.

[Lien vers le dossier de presse ici](#)



TERRITOIRE NATIONAL



Opération Résilience

Lancée le 25 mars 2020, l'opération Résilience constitue la contribution des armées à l'engagement interministériel contre la propagation du Covid-19. Elle est centrée sur l'aide et le soutien aux populations ainsi que sur l'appui aux services publics pour faire face à cette épidémie, en métropole et outre-mer, dans les domaines de la santé, de la logistique et de la protection. Les armées s'engagent dans l'ensemble des secteurs où elles peuvent apporter un soutien aux autorités civiles, en adaptant leurs actions aux contextes locaux et dans le cadre d'un dialogue avec les autorités de l'Etat.

[Lien vers le dossier de presse ici](#)

ÉVÈNEMENTS À VENIR

- **Jusqu'au 7 mars 2022** : exposition « Nos champs de bataille » d'Elo de la Ruë du Can et Christophe Mory à l'hôtel national des Invalides. Les pensionnaires des Invalides y sont racontés en peinture. [En savoir plus sur l'exposition.](#)

Contact Presse Opérations et CEMA : 09 88 68 28 65 / 28 66 - cab-cema-com.relation-presse.fct@def.gouv.fr



Produit par la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICO D)

Directrice de la publication : Yasmine-Eva Farès-Emery
Rédacteur en chef : CF Stanislas Gentien
Rédacteurs : CNE Brice Mautaint, Sarah Pineau, Pierre-Antoine Roger
Contacts Presse : 09 88 67 33 33 ou media@dicod.fr

Retrouvez-nous sur : www.defense.gouv.fr/salle-de-presse

